

Christophe GUILLUY, « Fractures françaises », Paris, François Bourin éditeur, 2010, 198 p.

Accroche : L'auteur est géographe, « chercheur auprès de collectivités locales et d'organismes publics ». Il propose un état des lieux des couches populaires en France « après vingt ans de mondialisation ». Il ressort de ce portrait « **une France minée par un séparatisme social et culturel** » et « **une crise profonde du vivre-ensemble** ».

Christophe GUILLUY, « Fractures françaises », Paris, François Bourin éditeur, 2010, 198 p.

Résumé général :

L'auteur est géographe¹, « chercheur auprès de collectivités locales et d'organismes publics ». Il propose un état des lieux des couches populaires en France « après vingt ans de mondialisation ». Il ressort de ce portrait « **une France minée par un séparatisme social et culturel** » et « **une crise profonde du vivre-ensemble** ». Les pressions de la mondialisation élargissent les fractures sociales et culturelles. Elles risquent de faire éclater le modèle républicain. Deux sujets restent tabous dans le débat public en France « **le multiculturalisme et ses effets** » ainsi que **les conséquences de la mondialisation sur les classes populaires**. L'auteur revient longuement sur les tensions entre communautés ethniques à Belleville². De même, il constate le « silence gêné » qui a accompagné la parution du rapport de la DGTPE en février 2010³ montrant que, entre 2000 et 2007, 63 % des destructions d'emplois industriels en France avaient été le fait de la concurrence internationale. Les nouveaux antagonismes sociaux doivent être reconnus et débattus, de façon urgente.

La classe politique française a « oublié » les classes populaires dans ses discours et nie « tout antagonisme social au profit d'une image d'une société apaisée, consensuelle, avec une classe moyenne majoritaire ». Les classes populaires, principales victimes de la mondialisation, sont devenues « invisibles » pour la sphère médiatique et pour la classe politique. Or, en 2010, près de 8 millions de Français sont considérés comme pauvres⁴.

Ces nouvelles tensions sociales sont occultées alors que les classes populaires montrent une hostilité croissante au processus de mondialisation, qu'elles tiennent pour responsable de la dégradation continue de leurs conditions de travail. Elles s'inquiètent plus qu'elles ne se réjouissent du développement d'une classe moyenne en Chine ou en Inde. L'objet du livre est de mettre en lumière « la recomposition sociale et démographique des territoires », en illustrant **la réalité des pratiques d'évitement résidentiel et scolaire. La disparition des classes populaires des sphères médiatiques et politiques est en effet liée à la relégation spatiale qu'elles subissent depuis 20 ans**. Elles occupent désormais une place « périphérique » aussi bien sur le plan géographique que politique. L'auteur conclut que **la question « du séparatisme traverse l'ensemble de la société »**, nuit fortement à la cohésion nationale, même si la France n'est pas encore sur le chemin de la société américaine et du « white flight »⁵. Si l'avenir ne se limite pas à un choix entre républicanisme et communautarisme, « la mise à l'écart prolongée des catégories populaires dans un système mondialisé ne pourra être gérable très longtemps ».

¹ Auteur de *L'Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Paris, Autrement, 2004.

² Entre communautés africaines, chinoises et maghrébines.

³ Direction générale du Trésor et de la politique économique, Cahiers de la DGTPE, « La désindustrialisation en France », n°2010-01, février 2010.

⁴ Selon l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

⁵ Expression désignant le départ des populations blanches de territoires où les minorités ethniques sont surreprésentées.

L'auteur revient sur les représentations caricaturales des banlieues, des minorités et de la classe moyenne au sein des classes dominantes et de la classe politique, à savoir l'idée que nous serions entrés dans une société communautarisée avec des banlieues (regroupant les minorités ethniques) s'opposant à des territoires où se concentrerait la classe moyenne blanche. Cette caricature remplit une fonction idéologique : évacuer la question sociale (« au traditionnel conflit de classe s'est substituée toute une analyse sociétale qui oppose les minorités ethniques à une majorité supposée homogène socialement »). En rendant **obsolète la question sociale, cette caricature permet de remplacer peu à peu l'égalitarisme républicain par un « égalitarisme multiculturel », moins exigeant socialement. Les politiques de diversité jouent le même rôle et, surtout, ne prennent pas en compte le fait que les classes populaires restent « viscéralement attachées aux principes d'égalité ».**

La nouvelle fracture spatiale et politique pertinente concerne désormais celle qui sépare « les métropoles embourgeoisées et cosmopolites », bénéficiant de la mondialisation, « d'une « France périphérique » (les zones périurbaines et rurales qui en subissent les effets). Ce modèle serait à l'œuvre aussi bien dans les pays développés que dans les pays émergents.

Résumé complet :

Un ghetto intellectuel et médiatique :

L'auteur dénonce la grille de lecture erronée des médias et de la classe politique sur les banlieues : celles-ci ne sont pas les ghettos américains, tandis que les pavillons ne sont plus ceux de l'ascension sociale des classes moyennes. S'il ne nie pas l'existence de certains territoires où se concentrent les difficultés économiques et sociales, avec des taux de chômage et de pauvreté très élevés, il souligne qu'une vision erronée des banlieues masque l'importance des nouvelles dynamiques urbaines et sociales. La « **jeunesse agitée et en décrochage des quartiers ne représente qu'une faible minorité des habitants** ». Il dénonce **la réduction, par les médias, de la population des quartiers sensibles aux seuls jeunes**. Le paysage médiatique est devenu le seul paysage social de référence⁶.

La gauche française dans le ghetto :

La spécificité des quartiers sensibles est d'accumuler les difficultés, mais cela ne signifie pas qu'ils illustrent à eux seuls la question sociale. **Les effets de la précarité et du chômage dépassent largement la question des banlieues. Ils concernent de plus en plus les territoires périurbains et ruraux.**

L'auteur identifie l'émergence d'une petite bourgeoisie issue de l'immigration maghrébine et africaine et l'augmentation de jeunes diplômés originaires de ces quartiers. Ce phénomène passe inaperçu car, surtout lorsqu'il s'agit de diplômés des études supérieures, ces derniers sont les premiers à s'en aller.

La question sociale s'efface derrière celle des minorités : l'attention plus grande portée par la classe politique française, et la gauche en particulier, aux banlieues et aux minorités va de pair « avec une indifférence plus grande pour la classe ouvrière en particulier et, plus massivement encore, pour les couches populaires des espaces périurbains et ruraux ». **La question ethnique n'est que le reflet « du basculement du social vers le sociétal »**. De plus en plus, « les individus ne sont plus prioritairement définis par leur position sociale mais d'abord par une origine ethnoculturelle ».

⁶ « Un point d'orgue a été atteint en 2005 [...]. Après les rappeurs, un degré supplémentaire dans le ridicule fut atteint par la presse qui sollicita sans retenue l'expertise du comique Jamel Debbouze. [Ce] phénomène touche moins d'autres territoires ou populations : malgré leurs origines populaires, on n'a jamais demandé à Gérard Depardieu ou à Jean-Marie Bigard de commenter les délocalisations industrielles ou la dégradation des conditions de travail de la classe ouvrière ».

La droite et la gauche multiplient « des disputes byzantines sur des sujets mineurs ». Elles développent « avec délectation des débats sociétaux fondamentaux : « réchauffement, pas réchauffement », « diversité, pas diversité », « vélo ou bus », des débats peu susceptibles de desserrer le corset de la mondialisation libérale », ironise-t-il.

« L'exemple de la discrimination positive appliquée aux grandes écoles est éclairant. La volonté de faire entrer plus de « diversité » à l'ENA ou à Sciences Po n'a ainsi donné lieu à aucune réflexion de fond sur la crise de la mobilité sociale pour l'ensemble des milieux populaires. C'était pourtant l'essentiel. Le problème des grandes écoles ou de l'Assemblée nationale n'est pas prioritairement celui de la diversité ethnique mais celui de la diversité sociale. Si les élites sont prêtes à s'ouvrir à la diversité ethnique, peu considèrent la diversité sociale, qui remettrait en cause un système dont elles bénéficient, comme une priorité ».

Les quartiers sensibles « ne représentent que 7 % de la population ». Mais leur instrumentalisation médiatique et politique contribue « non seulement à l'échec des politiques publiques sur ces territoires, mais aussi à la difficulté d'établir un diagnostic » social fiable.

L'autre diagnostic :

Les populations des quartiers, hier insérées dans une ville industrielle où les emplois peu qualifiés étaient nombreux, se retrouvent aujourd'hui peu à peu marginalisées sur le marché de l'emploi : « La Seine-Saint-Denis illustre parfaitement ce phénomène. Ce département enregistre depuis une dizaine d'années une croissance économique remarquable, basée sur le développement des activités tertiaires métropolitaines. Le PIB par habitant classe la Seine-Saint-Denis parmi les quinze départements les plus riches de France. Du fait de sa nouvelle centralité, [...] elle attire de plus en plus de sièges sociaux et d'entreprises de pointe. La création d'emplois y est considérable [...]. Pourtant, ce boom économique ne semble pas bénéficier aux habitants peu ou pas qualifiés. [...] **Le paradoxe tient au fait que le développement économique renforce ici le processus de relégation de certains quartiers ».**

La France périphérique :

L'évolution du marché de l'immobilier et la gentrification des centres-villes favorisent l'éviction des classes populaires du cœur des villes, donc de l'accès à l'emploi et à une offre scolaire diversifiée. « Des espaces périurbains aux espaces ruraux, des petites villes moyennes et industrielles aux villages de la campagne profonde, la France périphérique subit fortement les effets de la mondialisation libérale. C'est précisément là que se multiplient les plans sociaux et que les ouvriers et les employés subissent depuis vingt ans une dégradation sensible de leurs conditions de travail et parfois de vie » tandis que « les métropoles donnent l'illusion d'une mondialisation heureuse ». L'auteur souligne l'émergence « d'une nouvelle classe populaire qui n'a plus grand-chose en commun avec les classes ouvrières du passé » du fait de l'éloignement géographique des grands centres urbains, du passage de grandes unités de travail industrielles à de petites entreprises tertiaires. **La « jeunesse populaire issue majoritairement des milieux ouvriers et employés, subit une double relégation, spatiale et culturelle, qui rend difficile l'intégration économique et sociale. Eloignée des grandes écoles et plus généralement des meilleurs établissements scolaires, cette jeunesse ne fait l'objet d'aucune attention particulière. L'accès à Sciences Po ou à l'ENA ne serait donc pas une priorité pour cette jeunesse-là ? ».**

« La question sociale, celle de la place et de l'avenir des catégories populaires à l'heure de la mondialisation, n'a pas disparu ; elle a été délocalisée dans les périphéries périurbaines et rurales des grandes villes ». Cette France périphérique se construit aussi sur un sentiment de plus en plus marqué de relégation sociale et culturelle.

Vivre ensemble, disent-ils :

Les dynamiques foncières ont fortement contribué à faire reculer la mixité sociale. Si on analyse l'évolution du voisinage des enfants d'origine étrangère entre 1968 et 1999⁷, on s'aperçoit que les enfants d'immigrés originaires d'Europe du Sud ont vu s'accroître la possibilité d'avoir des voisins d'origine française, cette tendance est inverse pour les enfants d'immigrés originaires de pays extra-européens. Ce constat est d'autant plus préoccupant que le voisinage joue un rôle dans le destin scolaire des enfants. De même, l'assouplissement de la carte scolaire depuis 2007 entretient cette dynamique⁸.

L'auteur reprend les analyses du sociologue Eric Maurin⁹, mettant en évidence un gréganisme au sein de chaque classe sociale, tous les ménages cherchant à éviter les catégories sociales immédiatement inférieures. « L'objectif de mixité est essentiellement plébiscité par les couches supérieures, c'est-à-dire celles qui pratiquent le plus l'évitement. Ainsi elles imposent indirectement aux seules catégories populaires une mixité qu'elles contournent elles-mêmes, que ce soit par l'école ou par le logement ». Selon lui, la situation du XIX^{ème} arrondissement est exemplaire : il s'agit de l'un des lieux de France où la mixité sociale, ethnique et résidentielle est la plus forte, or on y assiste à la multiplication des commerces communautaires, à la séparation sur un même territoire des communautés dans le logement et à l'école, et surtout à de très fortes tensions ethniques (un quart des actes antisémites enregistrés à Paris y ont été commis).

Le gréganisme des catégories supérieures est ancien. La nouveauté réside dans le fait que les classes populaires refusent désormais la mixité avec d'autres communautés. « La dimension raciale n'apparaît pas ici comme le ressort essentiel du séparatisme » ; « il est plutôt rationnel de vouloir quitter ou de refuser d'habiter dans des quartiers où la sécurité des personnes et des biens n'est pas suffisamment assurée » ; « Ce « multiculturalisme d'en bas » [fait de nombreuses tensions quotidiennes] n'a pas grand-chose en commun avec la vision infantile des élites pour qui le multiculturalisme se résume à un brassage culturel « au sommet » qui ne peut évidemment qu'être positif ». Ce constat n'exclut pas les relations apaisées, mais il souligne la complexité du « vivre ensemble » dans des milieux par ailleurs minés par une grande insécurité sociale.

Conclusion : En affaiblissant la cohésion sociale et nationale, la mondialisation crée les conditions d'un retour du conflit : « La mise en concurrence des couches populaires « d'ici » avec les travailleurs de « là-bas » et le dumping social exercé par l'immigration sont en train d'atteindre leurs limites ». La classe politique va en prendre conscience, avec les évolutions démographiques et sociales » à venir (à savoir la disparition progressive de la « génération dorée » des baby-boomers et la précarisation des couches salariées). Elle sortira du « consensus sur la mondialisation libérale » et de nouveaux débats de fond s'imposeront : la question du protectionnisme européen (les enjeux de la réindustrialisation, de la protection des emplois européens et du modèle social européen).

Commentaire : Cet ouvrage s'inspire des critiques déjà exprimées aux Etats-Unis contre les politiques d'ouverture sociale et de diversité (voir par exemple, Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, Raisons d'Agir, 2009).

L'auteur assume une posture « populiste ». Ses analyses relèvent en effet parfois plus de l'imprécation anti-élite que d'une argumentation solidement étayée par des chiffres. Les

⁷ Bernard Aubry (Insee) et Michèle Tribalat (Ined), « Les voisins des jeunes d'origine étrangère en France », 2009.

⁸ « Enquête sur l'assouplissement de la carte scolaire : premiers résultats », SNPDEN, *Education et pédagogie*, n°178, 2010.

⁹ *Le ghetto français*, Paris, Le Seuil, 2004.

conclusions sont volontairement alarmistes, mais surtout empreintes de nombreuses contradictions : par exemple, l'auteur prédit la fin du modèle républicain français tout en insistant longuement sur les nombreuses « dynamiques positives » à l'œuvre dans les banlieues, à rebours de toutes les analyses de la crise de 2005.

Nadia HILAL.